

Les hôpitaux en état d'alerte

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5416 - Dimanche 4 juillet 2021 - Prix : 10 DA

Intoxication au monoxyde de carbone

Décès d'une famille de cinq personnes à Kouba

Page 16

Elle représente 87 % des déchets marins en Algérie

Pollution plastique, fléau en pleine mer

Page 3

Recrudescence

Par Mohamed Habili

Sans être exponentielle, ni même particulièrement forte, la tendance à la hausse des nouvelles contaminations par jour ne s'est pas démentie depuis maintenant plusieurs semaines, ce qui laisse penser qu'elle va poursuivre sur cette lancée au moins dans celles qui viennent. Il n'empêche, la question se pose toujours de savoir si le pays est d'ores et déjà aux prises avec la troisième vague, auquel cas des mesures de reconfinement seraient envisageables, ou s'il faut avant d'en venir à telle extrémité que le nombre des nouveaux cas ne soit pas seulement à la hausse mais qu'il explose carrément. A aucun moment depuis les débuts de l'épidémie, ses chiffres n'ont été erratiques ou imprévisibles en Algérie, que ce soit à la hausse comme à la baisse. Jamais on ne s'est couché sur un tableau donné, pour se retrouver le lendemain devant une situation dix fois, ni même 5 fois, plus mauvaise ou meilleure qu'elle n'était la veille. Une évolution que bien des pays ont connue, ou connaissent dans le présent. Il n'en reste pas moins que la croissance du nombre des nouvelles contaminations s'est accélérée le mois dernier. A son rythme actuel, et pour autant que la tendance ne se renverse pas, le mois de juillet ne se sera pas écoulé que le pic de la deuxième vague sera déjà atteint, sinon nettement dépassé. Cela dit, on n'y est pas encore. Il se peut même qu'on n'y soit jamais. Pour une raison qui n'est pas mystérieuse, qui est que les Algériens ne se remettront à respecter les mesures de protection que lorsqu'ils verront s'intensifier la circulation du virus.

Suite en page 3

Le sommet repoussé à demain

Nouvel échec des négociations de l'Opep



Ph/D. R.

Les vingt-trois pays de l'Opep+, le cartel emmené par l'Arabie saoudite et la Russie, n'ont de nouveau pas réussi à trouver un consensus sur leurs quotas de production de brut à compter du mois d'août, après une première impasse des négociations la veille. Page 2

Tarihant (Boudjima)/ En réalisant un puits et une conduite de 1 700 mètres

Les habitants s'apprêtent à acheminer de l'eau potable à leur village

Page 2

Alimentation en eau potable durant la saison estivale à Béjaïa

Mise en œuvre d'un plan spécial par l'ADE

Page 3

Le sommet repoussé à demain

Nouvel échec des négociations de l'Opep

■ Les vingt-trois pays de l'Opep+, le cartel emmené par l'Arabie saoudite et la Russie, n'ont de nouveau pas réussi à trouver un consensus sur leurs quotas de production de brut à compter du mois d'août, après une première impasse des négociations la veille.

Par Meriem Benchaouia

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés ont donc reporté à demain leurs discussions entamées jeudi qui, au

Tarihant (Boudjima)/ En réalisant un puits et une conduite de 1 700 mètres
Les habitants s'apprêtent à acheminer de l'eau potable à leur village



LES HABITANTS du village Tarihant, dans la commune de Boudjima (22 km au nord-est de Tizi Ouzou), s'apprêtent à s'alimenter en eau potable via un forage réalisé par eux-mêmes au lieu-dit Ighil, avons-nous appris auprès des animateurs de l'association sociale Inegman Tarihant. En effet, l'association initiatrice du projet auquel des villageois et des bienfaiteurs ont contribué au financement et à la réalisation, annonce la fin des travaux dans peu de jours. Il reste encore à poser moins de 400 mètres de la conduite d'une longueur totale de 1 720 mètres. Le projet en question avait été lancé l'été 2020 pour faire face à la crise de l'eau potable à laquelle est confronté chaque année Annar Oufella. La concrétisation de ce projet a été scindée en trois étapes. La première était de creuser un puits à Ighil, la seconde consistait à acheminer l'eau jusqu'au village et en dernier lieu creuser d'autres puits et les raccorder à la conduite principale alimentant le village. Un habitant avait fait don de la parcelle de terre pour creuser le puits et le financement a été assuré par les habitants du village. Le début du projet a été totalement financé par les habitants du village établis à l'étranger, en collectant en un temps record la somme de 1 000 euros (193 000 DA). Les initiateurs avaient lancé le défi de mettre fin à la souffrance de «nos mamans, nos sœurs qui sont les premières personnes touchées par la crise de l'eau potable».

Hamid Messir

départ, devaient être bouclées en un jour. Cette fois, ce n'est pas la traditionnelle rivalité entre Moscou et Riyad qui a fait capoter les négociations : les Emirats arabes unis seraient les responsables de l'échec du sommet, selon les commentaires des observateurs de marché. Abou Dhabi aurait renouvelé sa demande de la veille, à savoir la révision à la hausse de son volume de production de référence, qui sert de base au calcul de son quota. Ce seuil, arrêté à la date d'octobre 2018, est jugé obsolète par les Emirats qui revendiquent «une capacité (de production) désormais plus élevée», explique Eugen Weinberg, analyste de Commerzbank. Actuellement à 3,17 millions de barils par jour, le ministre émirati aurait insisté pour qu'il soit «relevé à 3,8 millions de barils par jour», précise Ole Hansen, analyste de Saxobank. Mais l'alliance n'a visiblement pas voulu ouvrir la boîte de Pandore. En cas d'aval, «les autres membres pourraient protester», avait prévenu plus tôt dans la journée Louise Dickson, de Rystad. Les pays producteurs de l'Opep+ avaient pourtant un plan sur la table, celui d'augmenter la production de pétrole de 400 000 barils par jour entre août et décembre, voire au-delà, d'après le pronostic des analystes. Cette stratégie s'inscrit dans ce qui a fait la force de la politique du cartel depuis le mois de mai : rouvrir petit à petit le robinet d'or noir après l'avoir serré de manière très forte au début de la pandémie face à une demande moribonde. Avec un certain succès au niveau des prix, du point de vue des vendeurs : les deux références du pétrole brut, le Brent et le WTI,



PH.D. R.

oscillent aux alentours de 75 dollars, une hausse impressionnante de 50 % depuis le 1^{er} janvier, et du jamais vu depuis bien avant la pandémie de Covid-19, en octobre 2018. Début juin, le groupe avait déjà opté pour la prudence, le terme favori du ministre saoudien de l'Énergie et de facto chef de file de l'alliance Abdelaziz ben Salmane, actant pour juillet une hausse d'une proportion similaire (+441 000 barils par jour) par rapport au mois précédent. L'alliance dispose toujours de 5,8 millions de barils laissés volontairement sous terre chaque jour.

Incertitudes sur l'offre et la demande

La tâche est loin d'être simple pour l'alliance, qui doit prendre en considération les multiples incertitudes qui planent tant sur l'offre que sur la demande de brut. En conséquence, la coordi-

nation de l'Opep+ s'est faite très étroite depuis le début de la pandémie et ses rendez-vous sont quasi mensuels. D'un côté, les prix hauts encouragent la grogne des pays consommateurs, dont l'Inde, un argument qui plaide en faveur d'une augmentation de la production. Mais de l'autre, la propagation du très contagieux variant Delta du Covid-19, qui pousse plusieurs pays à mettre en place de nouvelles mesures de restrictions de déplacement des biens et des personnes, devient un handicap

important à la consommation d'or noir. A moyen terme, le retour sur le marché des exportations iraniennes, si les discussions internationales sur le nucléaire venaient à aboutir, viendrait gêner les parts de marché de tous. En marge des discussions du cartel mercredi, le ministre du Pétrole iranien, Bijan Namdar Zanganeh, cité par Shana, l'agence officielle de son ministère, a insisté sur l'importance de «retour sur le marché» de l'Iran et des «parts de marché» à récupérer.

M. B.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 457 nouveaux cas et 10 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 10 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus que le bilan d'hier (9), portant à 3 745 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 457 cas, soit 18 cas de moins par rapport au bilan d'hier (457), pour atteindre, au total, 141 007 cas confirmés.

R. N.

Hausse des contaminations au coronavirus Les hôpitaux en état d'alerte

Les contaminations au coronavirus augmentent considérablement et suscitent les appréhensions des autorités sanitaires. Compte tenu du grand nombre de malades affluant sur les structures de santé, le ministère de tutelle a pris des mesures d'urgence pour s'adapter à la situation. Au CHU Mustapha-Pacha à Alger, il a été décidé de mobiliser 300 lits supplémentaires. La direction de cette infrastructure sanitaire, la plus grande du pays, a adressé une note à certains chefs de services, leur enjoignant de revenir au dispositif de «mobilisation maximale». Les services concernés sont ceux de pneumologie-physiologie, diabétologie, dermatologie, neurologie, médecine interne, ophtalmologie, oto-rhino-laryngologie, appelés de cesser toute activité de soins et de formation

et se mobiliser, depuis le 1^{er} juillet dernier, «exclusivement» pour l'hospitalisation et la prise en charge des malades de Covid. On croit savoir que même les services de chirurgie ont été transformés en unités Covid-19. La direction du CHU n'a fixé aucun délai pour le retour à la normale, tout dépend, certainement, de la situation épidémiologique prévalant. A travers la reconduction de ce dispositif, la direction de l'hôpital Mustapha-Pacha estime que la situation «n'est pas grave mais inquiétante», d'où la décision d'une mobilisation générale pour préparer une éventuelle forte hausse des contaminations. Aussi, la Direction de la santé de la wilaya d'Alger a adressé une instruction aux directeurs généraux des CHU, directeurs des EPH et EHS ainsi qu'aux directeurs des

EPSP. «Faisant suite aux instructions de monsieur le ministre lors de la réunion du 30 juin 2021, vous êtes instruits à l'effet de ne plus admettre d'hospitalisation hors Covid-19, à l'exception des extrêmes urgences, et rétablir progressivement les capacités en lits dédiées à la prise en charge des patients Covid-19, jusqu'à atteindre celle du 13 juillet 2020, au plus tard le jeudi 8 juillet 2021», est-il indiqué. Dans la wilaya de Blida, la situation n'est pas meilleure. Selon D' Mohamed Yousfi, la situation est «désastreuse à l'hôpital de Boufarik» qui connaît une forte affluence de citoyens. «Jeudi soir, la médecin généraliste affectée au service des urgences a perdu connaissance, après avoir assuré 110 consultations et reçu 20 cas d'hospitalisation en seulement quelques heures» a-t-

il déclaré à des médias. Pour bien de spécialistes, l'Algérie est au début d'une troisième vague, due au laisser-aller généralisé des citoyens et au peu d'affluence sur les centres de vaccination. Il y a quelques jours, une réunion d'urgence a été tenue au ministère de la Santé. Le ministre de tutelle, Abderrahmane Benbouzid, qui est aussi le président du Comité scientifique, a donné «des instructions strictes, axées sur le renforcement des moyens logistiques, techniques et humains qui consistent à augmenter le nombre de lits dans les hôpitaux, y compris les unités de soins intensifs, ainsi que l'approvisionnement en oxygène des structures hospitalières» pour faire face à la dégradation de la situation épidémiologique.

Aomar Fekrache

Elle représente 87 % des déchets marins en Algérie

Pollution plastique, fléau en pleine mer

■ Les rejets des déchets sur nos plages constituent une véritable plaie qui dégrade la beauté des paysages. Chaque année, des tonnes d'ordures gagnent les plages et mers, et plus de 80 % sont en plastique.



Ph.D. R.

Par Louisa Ait Ramdane

Sacs et bouteilles plastiques, canettes, sachets en plastique, boîtes de conserves, cotons-tiges, mégots, emballages alimentaires, vêtements... la mer en Algérie se noie sous les déchets. Ces déchets d'origine humaine finissent leur course dans le milieu marin et sur le littoral.

Outre l'incivisme de certains estivants et le manque d'une gestion appropriée des déchets, les activités domestiques et industrielles, les déchets jetés directement ou indirectement par les populations aux alentours des plages, ceux provenant du réseau pluvial ainsi que les décharges sauvages situées

sur les lits d'oueds, sont pointés du doigt. Le plastique représente 87 % des déchets collectés au niveau des plages durant la campagne de surveillance et de suivi des déchets marins, lancée par l'Agence nationale de déchets (AND) durant les deux dernières années. Selon un rapport détaillé de l'Agence en 2020 sur la gestion des déchets en Algérie, les déchets ramassés au niveau des plages sont constitués essentiellement de plastique à 87 %, tandis que 13 % se répartissent entre le papier (7 %), le métal (3 %), le verre (2 %) et le tissu (1 %).

Le rapport révèle que le tourisme et les mauvaises pratiques de gestion des déchets étaient les principales causes de la pollution marine en Algérie. Les

mauvaises pratiques des estivants, conjuguées à une quasi-absence d'une gestion intégrée des déchets, sont en grande partie responsables de cette pollution, a déploré l'AND.

Par ailleurs, le rapport relève que le changement du mode de consommation des Algériens accentue l'augmentation des déchets dans le milieu marin, d'autant qu'une grande partie des articles trouvés sur les plages sont des articles en plastique à usage unique (66 %).

Les déchets marins ne sont pas recyclables

Quant à la valorisation des déchets marins, l'AND estime qu'il est difficile de recycler des déchets qui ont séjourné en mer,

notamment les plastiques, car ces derniers perdent certaines de leurs propriétés en subissant des dégradations physiques, chimiques et biologiques sous l'effet de la chaleur, du sable et de la salinité.

Toutes ces dégradations rendent leur identification, tri et séparation presque impossibles, regrettent les auteurs du rapport.

L'AND rappelle qu'avant et durant la période estivale, les opérations de nettoyage sont souvent renforcées afin de garantir des plages propres pour les touristes.

Les responsables de la Direction de la pêche et des ressources halieutiques (DPRA) d'Alger avaient déjà tiré la sonnette d'alarme sur la pollution marine. Pour rappel, lors des travaux de la 8^e édition de l'opération «Ports et barrages bleus 2021», organisée au niveau de l'Institut national supérieur de pêche et d'aquaculture d'Alger (Inspa) début juin, ces responsables ont fait état de près de 4 tonnes de déchets récupérées durant la dernière campagne de nettoyage des eaux de mer, rien qu'au niveau du littoral algérien.

A ce titre, ils ont insisté sur le travail en amont pour prévenir la pollution des plages, notamment à travers la sensibilisation du grand public et des industriels quant à l'impact «dévastateur» de la pollution marine sur les écosystèmes et les ressources halieutiques, en prévenant que les déchets plastiques et solides étaient la principale cause de la réduction des ressources halieutiques en Méditerranée.

L. A. R.

Alimentation en eau potable durant la saison estivale à Béjaïa

Mise en œuvre d'un plan spécial par l'ADE

L'Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya de Béjaïa a élaboré un programme d'alimentation en eau potable spécial saison estivale. «Le but est d'améliorer le service public de l'eau, assurer une alimentation en eau potable en quantité suffisante et de bonne qualité et de bonnes conditions de séjour à l'ensemble des estivants et abonnés durant cette période», a indiqué l'ADE dans un communiqué de presse qui nous a été transmis par le directeur, Abdennour Saharaoui. Cette «feuille de route spéciale» est basée sur plusieurs points. Il s'agit d'assurer une quantité suffisante d'eau en faveur des 34 communes gérées par l'ADE pour 858 7854 habitants, représentant 78 % de la population totale de la wilaya qui, elle, est estimée à 1 104 405 âmes. Cela se traduira par le pompage d'au moins 96 000 m³/jour à partir des eaux de surface dont les barrages Tichi-Haf et Ighil-Emda et 72 000 m³/jour par les eaux souterraines, soit

un total de 168 000 m³/jour pour une population desservie de 858 785 habitants DPAT 2020, soit une dotation de 195L/J/hab. Durant ces derniers mois, de multiples interventions ont été effectuées par les services de l'ADE afin d'améliorer la production en eau potable au profit des abonnés, en procédant aux rééquipements et à la mise en service de 10 forages à travers les communes gérées par l'ADE de Béjaïa, à savoir 2 forages à Oued-Ghir, 1 dans la commune d'El-Kseur, 3 à Amizour au profit des communes d'Amizour et Barbacha, 1 à Tichy, 1 à Souk El-Tennine et 1 à Aokas, 1 à Oued Aguerioune alimentant Béjaïa, Tichy et Tala Hamza. Avec les apports de ces forages, l'ADE arrive à mobiliser ainsi un volume supplémentaire de 9 000 m³/jour. Additivement à ces forages, il sera procédé incessamment au rééquipement et à la mise en service de 3 autres forages au niveau des communes El-Kseur, Sidi-Aïch et

Boukhélifa, pour adjoindre un volume de 6 000 m³/jour. Il s'agit aussi de mener un programme intensif de réparation d'importantes fuites sur les conduites d'adduction (conduite de diamètre 800 lbachirène, de 600 et 700 à Oued Aguerioune) et de distribution, mobilisant ainsi un volume supplémentaire de 15 000 m³/jour. Au total, 30 000 m³/jour sont mobilisés et viennent en compensation des volumes réduits à partir du barrage Tichi-Haf de l'ordre de 30 000 m³/jour. Selon l'ADE, «cela a eu pour effet la stabilisation et l'amélioration de la dotation en eau potable au profit des citoyens des 26 communes alimentées à partir du barrage». Avec la mise en service de 6 sur 8 nouveaux forages par la Direction des ressources en eau, un volume de 16 000 m³/jour supplémentaire sera mobilisé pour atteindre 46 000 m³/jour. Il est également prévu la réfection des tronçons de conduites de refoulement D 400

et 600 à Smina et à Oued El-Djemaâ, ce qui aura un impact positif sur l'AEP des communes de Tichy, Tala Hamza et Béjaïa. Par ailleurs, 21 équipes sont mises en place pour la réparation des fuites à travers les 17 communes gérées en détail par l'ADE et les chaînes des 17 autres communes gérées en gros. Durant l'année en cours, 5 805 fuites ont été réparées par ces équipes mobilisées même durant les week-ends dans des campagnes de réparation de fuites, récupérant ainsi un volume perdu de 15 000 m³. Dans ce sillage, plusieurs points noirs du réseau de production et distribution ont déjà été traités avec les services de la D.R.E. en sus de l'entretien préventif de l'ensemble des stations de pompage de la wilaya. Le second axe consiste en des interventions en cas d'incidents et une équipe d'astreinte est mise en place à cet effet. Il s'agit aussi d'assurer un stock minimum en pièces

LA QUESTION DU JOUR

Recrudescence

Suite de la page une

Le scénario de la deuxième vague pourra donc se répéter à cet égard : à plus de mille nouveaux cas par jour, les masques referont sans doute leur apparition, eux qu'on ne voit plus guère aujourd'hui, dans les lieux fermés comme à l'air libre. L'instinct de conservation est de bon conseil. Un deuxième effet bénéfique sera peut-être au rendez-vous dans ces conditions, qui fera reculer pour sa part la réticence à se faire vacciner, une tendance à ce qu'il semble majoritaire pour l'heure dans l'opinion. L'épidémie a les moyens de convaincre ceux d'entre nous qui ne la prennent pas au sérieux, ou qui se sont empressés de l'enterrer. A moins de deux cents nouvelles contaminations, on pouvait saisir au vol dans la rue des commentaires comme quoi l'épidémie était sur sa fin dans le pays, où, ajoutait-on quelquefois, elle avait trouvé à qui parler. Et si d'aventure on prenait la liberté de demander au quidam pourquoi il ne portait plus de masque, alors que le virus circulait toujours, il vous répondait, quand il était courtois, en vous interrogeant sur les raisons qui vous poussaient vous à continuer d'en porter alors que tout le monde s'en était débarrassé. Plus significatif encore, bien des gens s'étaient remis à douter qu'il y ait une épidémie en cours, ou même qu'il y en ait jamais eu une. Gageons qu'à mille nouveaux cas par jour, non seulement les masques referont leur apparition, et que dans le même temps il y aura plus de monde pour vouloir se faire vacciner, mais que les propos se riant de la pandémie seront beaucoup moins fréquents. Le virus ne fait pas que se propager en effet, et ce faisant tuer, il éduque aussi. Sans doute n'est-ce pas là son propos, mais que peut-on faire d'autre que s'en féliciter ?

M. H.

hydrauliques et de GEPI de secours pour intervenir à temps en cas de coupures d'eau. Entre-temps, l'ADE dispose de 12 camions-citernes d'une capacité totale de 108 m³ pour approvisionner les citoyens en cas d'incidents. Le troisième axe consiste à assurer la bonne qualité de l'eau afin de «préserver la santé des citoyens». Dans ce cadre, l'unité procède au nettoyage et désinfection à raison de deux campagnes par an de l'ensemble des points de stockage et de distribution de l'eau potable, baches et réservoirs au nombre de 328, répartis sur le territoire des 17 communes gérées, avec l'assurance de produits chimiques de traitement pour garantir la production de l'eau en quantité et en qualité. 447 analyses sur les eaux produites jusqu'au consommateur s'effectuent quotidiennement, ce qui porte le nombre de tests annuels à 161 018.

Hocine Cherfa

Anciens Scouts musulmans algériens

Vaste campagne de nettoyage à travers La Casbah d'Alger

Une vaste campagne de nettoyage a été lancée vendredi à travers La Casbah d'Alger, à l'initiative de l'Association des anciens Scouts musulmans algériens (SMA), dans le cadre du programme de célébration du 59^e anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse (5 juillet).

Par Hocine K.

Organisée par l'Association des anciens SMA, cette campagne de nettoyage et d'embellissement de La Casbah d'Alger, qui s'étale sur cinq jours, met à contribution les collectivités locales, la société civile, des représentants de la

Direction des moudjahidine de la wilaya d'Alger et des habitants du quartier.

Cette campagne est menée en coordination avec toutes les parties concernées, dont des habitants du quartier, des supporters du Mouloudia d'Alger et plus de 2 000 scouts et travailleurs de l'Assemblée populaire communale (APC) de La Casbah, a précisé à l'APS le mouhafid de la wilaya d'Alger de l'Association des anciens SMA, Tarek Abed, faisant état de la mobilisation de tous les moyens matériels pour embellir La Casbah et lui permettre de retrouver son lustre d'antan.

Le président de l'APC de La Casbah, Omar Ztili, a souligné, pour sa part, que cette campagne «est de nature à renforcer les liens de solidarité entre tous les acteurs, notamment avec les habitants de La Casbah, pour embellir les différents quartiers de la commune».

C'est également l'occasion de «sensibiliser les citoyens à la nécessité de préserver l'environnement, notamment à travers cette cité antique à la dimension historique, civilisationnelle, culturelle et touristique», a-t-il ajouté.

Appelant à poursuivre ce type de campagnes de nettoyage à travers tous les quartiers, le responsable a rappelé que sa commune avait participé depuis 2017



Ph/D. R.

CNESE Tir s'entretient avec son homologue français Thierry Beaudet

Le président du Conseil national, économique, social et environnemental, Rédha Tir, s'est entretenu avec son homologue français, Thierry Beaudet, sur les moyens de développer la coopération bilatérale, a indiqué, vendredi, un communiqué du Cnese.

La rencontre, tenue en marge de la participation de M. Tir à un Forum organisé à Paris par le Conseil français des investisseurs en Afrique (Cian) et l'Opinion, a été l'occasion pour les deux responsables d'évoquer «la possibilité d'aller vers la construction d'un partenariat renouvelé et rehaussé, notamment dans les domaines de l'entrepreneuriat privé et la planification stratégique en matière de gestion de la crise sanitaire qui induit une priorisation des actions et justifie de nouveaux paradigmes de croissance et du développement économique», selon le communiqué.

Lors de cette rencontre, qui a eu lieu au siège du Conseil économique, social et environnemental de France, en présence du conseiller des affaires économiques à l'ambassade d'Algérie à Paris, les deux présidents ont, à cet effet, proposé la création d'un comité mixte qui se chargera d'identifier les problématiques à débattre dans le cadre de sessions conjointes à organiser dans un futur proche.

Les deux parties ont, par ailleurs, abordé le rôle des Conseils, en tant que réceptacle de la société civile, dans le rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée et ont appelé à l'implication soutenue de la société civile dans tous les processus du développement et à la consécration de la démocratie participative comme modèle de gouvernance et de gestion.

M. Tir a invité M. Beaudet à effectuer une visite officielle en Algérie à une date qui sera fixée d'un commun accord, une invitation que son homologue français a «accepté avec plaisir», indique le communiqué.

R. A.

au nettoyage et à l'embellissement de plus de six places publiques. Il a invité les citoyens à «éviter de jeter les déchets de manière anarchique dans les rues, les jardins et les places publiques pour préserver l'environnement». De son côté, le représentant du ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Tahar Hammou, a mis en

avant l'importance de cette campagne de nettoyage, notamment au niveau de La Casbah, qui a joué, a-t-il dit, un rôle de premier plan durant la guerre de Libération nationale, notamment lors de la bataille d'Alger, où de nombreux martyrs sont tombés à l'image de Hassiba Ben Bouali, Ali la Pointe, Mahmoud Bouhamidi et Omar Yacéf (dit

petit Omar). Le représentant du ministère des Moudjahidine a, par ailleurs, appelé à accorder un intérêt particulier à cette cité antique à travers la mise en place d'un programme de rénovation et d'embellissement et la prise en charge des sites historiques qu'elle recèle, en vue de préserver son legs culturel et civilisationnel. H. K.

Saison estivale

Sécurisation de 11 plages dans la wilaya d'Alger

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont mis en place un plan sécuritaire, en vue de sécuriser les citoyens, au niveau de 11 plages dans la capitale, tout au long de la saison estivale, réparties sur 6 circonscriptions administratives côtières, a indiqué,

vendredi, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté urbaine (DGSN).

Le plan englobe un ensemble de mesures reposant essentiellement sur l'application stricte de la lutte contre toutes les formes de criminalité dans des plages relevant du secteur de compé-

tence de la police, sur la facilitation et l'assurance de la fluidité routière, ainsi que sur la sanction de tous les contrevenants, ajoutés-t-on dans le communiqué.

Le plan sécuritaire comprend également la lutte contre les parkings anarchiques, avec intensification des patrouilles motori-

sées et pédestres des brigades de la Police judiciaire (PJ), à l'effet de lutter contre tous les types de criminalité et de s'enquérir de l'application des mesures de prévention contre le coronavirus, ajoute le communiqué de la DGSN.

Yanis T.

Alger/Entre janvier et mai 2021

Près de 14 800 opérations de contrôle effectuées sur les activités commerciales

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont effectué 14 797 opérations de contrôle sur les activités commerciales durant les cinq premiers mois de l'année en cours, a indiqué, vendredi, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale.

«Les services de la Police générale de la wilaya d'Alger ont dressé quatre décisions de fermeture, avec réouverture et levée des scellés, et proposé la fermeture de 259 locaux commerciaux en raison des infractions constatées, tout en accordant une seule

autorisation d'exploitation et en enregistrant quatre demandes d'informations et 14 483 opérations de contrôle effectuées sur les différentes activités commerciales», précise le communiqué.

Toujours dans le cadre de la lutte contre les phénomènes routiers nuisibles au trafic, les mêmes services de wilaya ont effectué, du 17 au 23 juin dernier, plusieurs interventions ayant touché les motocyclistes, en constatant 38 délits et 39 infractions routières, dont 29 liées à la non utilisation du casque et 13 relatives au retrait du permis de

conduire. Sûreté de wilaya d'Alger : arrestation d'une bande de quartier pour trouble à l'ordre public

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté trois repris de justice à Bir Mourad Rais pour troubles à l'ordre public par la terreur dans un quartier d'habitation. Les services de sécurité, représentés par la 5^e sûreté urbaine de Tixeraine, ont mis hors d'état de nuire une bande de quartier composée de trois repris de justice, âgés entre 29 et 35 ans, qui ont fait obstruction à la force publique, troublé l'ordre public

par la terreur et détruit volontairement des biens publics, a précisé un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

L'opération s'est soldée par la saisie de 170 comprimés psychotropes et des armes blanches et la récupération d'une batte de base-ball, a ajouté la même source.

Une somme de 48 000 DA, issue des revenus du crime, a également été saisie dans le cadre de cette opération, a conclu le communiqué.

Dila Ch.

L'Algérie présentera son système au sommet de la FAO en septembre

■ L'Algérie se prépare à présenter les particularités de son système et sécurité alimentaires ainsi que son expérience dans ce domaine au prochain sommet de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) portant sur les systèmes alimentaires, prévu en septembre prochain à New York, a-t-on appris à Alger, lors d'un atelier de concertation dédié à la préparation de cet événement.

Par Farid M.

Présidé par le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Salah Chouaki, ce premier atelier est dédié à la concertation nationale sur le système alimentaire en Algérie avec la participation de plusieurs spécialistes, du coordinateur du système des Nations unies en Algérie, du directeur général des relations multilatérales au ministère des Affaires étrangères ainsi que de nombreux acteurs et partenaires du secteur de l'Agriculture.

Lors de son allocution, M. Chouaki a souligné que les résultats des différentes consultations de cet atelier sur les systèmes alimentaires constitueront «un socle pour la formulation d'une feuille de route nationale inclusive et consensuelle visant l'amélioration durable des systèmes alimentaires pour soutenir l'agenda 2030».

Au sujet du sommet prévu à New York, il a soutenu qu'il s'agit d'un «espace d'échange et d'apprentissage, en vue de favoriser de nouvelles mesures et de nouveaux partenaires ainsi que de renforcer les dispositifs déjà existants».

Appelant toutes les parties prenantes des systèmes alimentaires à s'engager pour une réussite du dialogue national à travers des propositions «pertinentes», M. Chouaki a mis l'accent sur les objectifs de cet atelier qui, selon lui, «consiste à créer un espace de concertation



et d'information pour l'ensemble des parties prenantes au niveau national en perspective du sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires durables».

Les objectifs du Sommet mondial sur les systèmes alimentaires visent, selon les participants à cet atelier, de «garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs, de passer à des modes de consommation durable, de stimuler une production respectueuse de la nature, de promouvoir des moyens de

subsistance équitable et de renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et stress».

Dans ce contexte, M. Chouaki a rappelé que «les changements climatiques, la crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19 et les enjeux du système alimentaire qui exigent une conjugaison d'efforts de tous, afin d'augmenter la production et la productivité des cultures ainsi que l'amélioration de leurs performances économiques tout en continuant à développer les filières indus-

trielles et de consolider leurs performances actuelles».

«Cette ambition ne peut être concrétisée qu'avec l'engagement et l'appui de tous les acteurs», a-t-il également mentionné. Il a souligné, en outre, que «la réalisation des 17 Objectifs de développement durable (ODD) dépend essentiellement de l'amélioration des systèmes alimentaires», relevant que le défi majeur de la décennie d'action vient d'être entamé «à travers notamment la mise en

place des systèmes alimentaires plus sains, plus durables et équitables». De son côté, le Coordonnateur résident du Système des Nations unies en Algérie, Eric Overvest, a affirmé que les concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires prévu à New York (Etats-Unis) «offrent une opportunité d'échanges diversifiés, ciblés et constructifs entre les parties prenantes des systèmes alimentaires, dont l'Algérie fait partie».

«L'objectif est de tirer les leçons du système alimentaire de l'Algérie, les acquis et les expériences alimentaires pour les améliorer et les partager avec les autres pays», a-t-il fait observer.

M. Overvest a estimé que «les Objectifs de développement durable nous donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous».

«Les 17 objectifs répondent aussi aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, à la lutte contre les inégalités, à la préservation du climat, à faire face à la dégradation de l'environnement, ainsi qu'à œuvrer pour la prospérité, la paix et à la justice dans le monde».

Le représentant de l'ONU a mentionné aussi que ces objectifs sont «interconnectés» et ne doivent laisser personne de côté, précisant qu'«il faudrait les atteindre d'ici à 2030».

F. M.

Changes

Le dollar ne profite pas des bons chiffres de l'emploi américain

Le dollar s'inscrivait en légère baisse face à l'euro vendredi, les gains enregistrés après la publication de bons chiffres de l'emploi américain s'évaporant en cours de séance. Vers 15h45 (19h45 GMT), le dollar abandonnait 0,12 % face à l'euro, à 1,1866 dollar pour un euro. Juste après la publication du rapport

mensuel sur l'emploi, le dollar avait grimpé à 1,1808 dollar, un plus haut depuis début avril. Le dollar index, qui compare le billet vert à un panier d'autres grandes monnaies, s'inscrivait en baisse de 0,38 % après avoir atteint un nouveau record en trois mois plus tôt dans la séance, à 92,74 points. L'économie américaine a

créé plus d'emplois que prévu en juin mais le marché de l'emploi est loin d'être remis de la pandémie, a annoncé, vendredi, le département du Travail, faisant état d'un taux de chômage en légère hausse. Au total, 850 000 emplois ont été créés contre 680 000 attendus par un consensus d'analystes. Mais le taux de

chômage est remonté à 5,9 % (+0,1 point) avec un nombre de personnes au chômage inchangé (9,5 millions). «Le rapport du jour était dans l'ensemble plus robuste qu'attendu, mais pas assez fort pour raviver les inquiétudes sur l'inflation et la politique monétaire», a expliqué Fawad Razaqzada, analyste chez Think

Markets. Pour le marché des changes, un marché de l'emploi en forme signifie que la Banque centrale américaine (Fed) a moins besoin de soutenir l'économie, ce qui pourrait pousser l'institution à avancer la normalisation de sa politique monétaire. Des taux plus élevés rendraient le dollar plus attractif.

«Le dollar est sur une tendance positive depuis la réunion du Comité monétaire de la Fed en juin, quand la Banque centrale a eu l'air un peu plus prête à normaliser sa politique monétaire que la Banque centrale européenne (BCE) ou les autres instituts monétaires», rappelle M. Razaqzada. A plus long terme, «l'euro risque de souffrir de la position plus souple de la BCE. En plus, les inquiétudes sur une reprise du Covid-19 en Europe à cause du variant Delta pourraient peser sur la devise», commentent les analystes de OFX.

Samia Y.

Suisse

L'inflation en hausse de 0,6 % sur un an en juin

Les prix à la consommation en Suisse ont poursuivi leur redressement en juin, grimpant de 0,6 % sur un an, a annoncé l'Office fédéral de la statistique (OFS), gonflés par le rebond des produits pétroliers. Les prix des produits importés ont bondi de 1,7 % sur un an, a indiqué l'OFS dans un communiqué, les prix produits fabriqués en Suisse augmentant de 0,3 %. D'un mois sur l'autre, l'inflation s'est accrue de

0,1 % par rapport au mois de mai, l'indice des prix à la consommation remontant à 101,1 points sous l'effet d'une augmentation des prix de certains légumes ainsi que du mazout et forfaits de voyages à l'étranger. L'inflation s'est redressée en Suisse depuis avril après une nette contraction des prix l'an passé, en baisse de 0,7 % par rapport à 2019. En variation annuelle, les prix ont grimpé de 0,3 % en avril, puis de

0,6 % en mai. Ce retour de l'inflation est toutefois moindre que dans la zone euro, où elle s'était accrue de 2 % en mai, soit la limite haute de l'objectif fixé par la Banque centrale européenne (BCE), avant de légèrement décoller en juin, avec une progression de 1,9 %. Mi-juin, lors de sa réunion trimestrielle de politique, la banque centrale suisse avait insisté sur le fait que l'inflation reste faible en Suisse, ce

redémarrage des prix étant au contraire plutôt bienvenu pour sa politique monétaire, compte tenu de la forte baisse des prix l'an.

Dans ce pays où resurgissent régulièrement des débats autour des risques de déflation, la priorité de la banque centrale reste de lutter contre la surévaluation du franc suisse qui tend à amortir la hausse des prix. Pour 2021, la banque centrale suisse prévoit une inflation de 0,4 %. R. E.

Ouverture du Salon du livre amazigh de Ouacifs

Une trentaine d'éditeurs au rendez-vous

■ Une trentaine d'éditeurs et plus d'une centaine d'auteurs prennent part au premier Salon du livre amazigh de Ouacifs, sud-est de Tizi-Ouzou.



Ph/D. R.

Par Adéla S.

Ouvert vendredi en présence d'un public nombreux, dont des écrivains et propriétaires de maisons d'édition, cet événement se veut une bouffée d'oxygène pour la population de la ville en pleine période de crise sanitaire liée à pandémie de Covid-19. C'est aussi un rendez-vous important pour les éditeurs qui vivent une vraie crise financière depuis le début de la pandémie, en mars 2020.

En effet, le but majeur de cette manifestation livresque, comme le précisent les organisateurs, est «la promotion du livre amazigh dans toute ses variantes». C'est aussi «un carrefour de toutes les énergies et initiatives intervenant dans le domaine de la recherche et de la production littéraire en tamazight», a déclaré l'universitaire, Hacene Halouane, commissaire de ce salon. «Il y a également, a-t-il ajouté, un foisonnement d'écrits, de livres et de publications diverses, qui sont édités en tamazight et nécessitent d'être rendus visibles et mis entre les mains du grand public». Cette édition qui a connu une forte présence du public de la région, est dédiée au premier président du

Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA) et auteur de la célèbre chanson «Ekker a mmi-s umazigh», Mohand Ou Idir Ait Amrane. Outre l'exposition permanente et les ventes dédiées de livres en tamazight, plusieurs conférences portant sur le livre et la production littéraire dans cette langue, ainsi que des activités interactives pour enfants, sont au programme de ce salon qui s'étalera jusqu'à lundi. Des chercheurs, universitaires, auteurs et acteurs dans le domaine du livre et sa publication exposeront au long de cet événement des recherches éminentes. Des débats sont aussi lancés, des idées sont partagées et des solutions seront proposées pour résoudre les problèmes du livre en général, et le livre amazigh en particulier. Il est à regretter que les organisateurs de la première édition du Salon du livre amazigh de Ouacifs ne montrent aucun respect des mesures sanitaires contre la propagation de la pandémie de Covid-19, et très sont les gens qui portent une bavette, qu'il s'agisse des exposants ou du public, et les ventes-dédiées sont organisées sans respecter la distanciation physique.

A. S.

Mostaganem

La radio régionale sonne creux

Le concept de la radio publique est donc un service destiné au public de la localité où se trouve implantée la structure. Pour une audience optimale, il y a la diversité des programmes qui s'inscrit dans un intérêt qui ne peut être que général. Informer, communiquer, éduquer, former, sensibiliser, prévenir et accompagner dans l'interaction, sont les missions d'une structure radiophonique publique. Aujourd'hui, la Radio Mostaganem s'éloigne carrément de ses statuts, même si elle se nomme régionale. Tout porte à croire que les responsables de cet organe local d'information sont à côté des aspirations des auditeurs locaux. Les auditeurs radiophoniques sont fidèles à l'écoute que si la radio s'intéresse à eux, que si elle aborde les sujets ayant trait à leur quotidien, que si elle s'implique dans le développement de leur territoire, que si elle apporte du réconfort aux citoyens en difficulté, que si elle établit des liens entre l'administré et l'administration, que si elle promeut l'in-

formation, que si elle est communicative avec ses auditeurs sur des thématiques qui concerneraient leur bien-être, que si elle impulse le culturel, le scientifique, instaurant des programmes captivants. Aujourd'hui, cette radio, pour laquelle les Mostaganémois ambitionnaient à faire d'elle une voix ampliatrice pour la promotion de sa vitrine, fléchit et devient inintéressante. Interrogés par notre correspondant, certains disent ne pas être satisfaits des programmes car ils s'éloignent de plus en plus de ce qui les intéresse. D'autres diront qu'ils souhaiteraient faire parler la rue, plonger dans le quotidien, sensibiliser davantage contre les fléaux sociaux. Des auditeurs éclairés trouvent que les tables rondes sur certains sujets sont ennuyeux car se sont presque toujours les mêmes personnes qui interviennent, sans aucune interaction avec le public. «Je n'écoute une radio que si les sujets abordés me captivent sinon je zappe pour chercher ce qui m'intéresse». Beaucoup d'auditeurs n'écoutent plus

Radio Mostaganem et se recherchent dans les émissions plaisantes et profitables sur les ondes de Sidi Bel-Abbès, Ain Témouchent ou celle d'El Bahia. Cette radio va à reculons et les raisons de cette reculée à rétrogression se sont les conflits d'intérêt qui pèsent toujours parmi le personnel. A l'intérieur de la baraque il y a le feu qui semble prendre le dessus sur la réflexion et le bon sens. Une tempête est passée par cette structure radiophonique soit un énorme investissement des pouvoirs publics qui continue à sonner creux. On a mis fin à des émissions qui traitaient des sujets sur l'environnement, on a fermé l'espace qui apportait du réconfort aux populations des zones d'ombre, on a oublié qu'à Mostaganem il y a des sujets phares du développement qui ont toujours préoccupé les citoyens, on a fermé les portes aux autres sources d'informations... Si Aicha de Souika dédie une chanson à Yamina de Kaddouss El Meddha, c'est bien, c'est même parfait, mais Souika et

Kadouss El Meddha ont besoin que l'on s'occupe d'elles en priorité. Tout porte à croire que les compétences journalistiques que recèle cette radio sont étouffées, par conséquent la créativité demeure rarissime. Avant, on invitait les responsables et on leur soumettait les préoccupations des auditeurs ; même si les questions passaient en différé on avait cette impression que la radio est là pour quelque chose de bénéfique. La radio comme organe d'information ne peut pas permettre le marasme jusqu'à ce que l'on se désintéresse de ses émissions. A la Radio Mostaganem on n'a pas encore compris que ce bien appartient au public et il faut qu'il intéresse au premier degré le public. Aujourd'hui, les responsables doivent revoir leurs fiches et œuvrer pour améliorer leurs programmes, perfectionner l'audience et promouvoir cet instrument informatif en l'adaptant au développement de la wilaya.

Lotfi Abdelmadjid

A cause de la situation sanitaire

Les fêtes du Festival de Cannes encore plus sélectes

«On ne pourra pas faire n'importe quoi...», a prévenu d'emblée Pierre Lescuré, président du Festival de Cannes. Impactées par les gestes barrières et la distanciation face au Covid, les légendaires fêtes de films s'annoncent encore plus exclusives, avec des jauges très limitées.

Parcours du combattant du festivalier en temps normal, la chasse aux invitations pour les fêtes qui suivent la projection des films sera encore plus ardue.

Depuis quelques années, au grand dam des festivaliers nostalgiques de l'âge d'or des nuits cannoises, les événements s'étaient déjà considérablement réduits en nombre et en extravagance en raison de la crise économique, mais aussi de la pression des riverains soucieux de leur tranquillité.

A son tour, la pandémie oblige les organisateurs à réduire encore plus la voilure : «On ne va pas multiplier les fêtes et les grands rassemblements qui

pourraient avoir des conséquences difficiles. C'est notre responsabilité à tous – le festival, la ville, les festivaliers – pour que cet événement post-pandémie se passe au mieux», insiste Pierre Lescuré.

Pour fêter la projection hors compétition de «De son vivant» d'Emmanuelle Bercot avec Catherine Deneuve, Dominique Segall, l'un des principaux attachés de presse de films, n'organisera qu'un petit cocktail dînatoire très limité.

Le joaillier Chopard, fournisseur officiel de la Palme d'or, a décidé d'annuler sa grande fête annuelle, l'un des points d'orgue habituels des nuits du festival, au profit de petites soirées sélectes sur la terrasse du Martinez.

«On a la chance d'être en plein air, donc ce sera plus facile pour respecter le protocole sanitaire. La cérémonie des Trophées Chopard qui récompensent les révélations se déroulera sur la plage du Carlton avec deux fois moins d'invités»,

indique Muriel Gréhan, directrice de la communication du joaillier.

Du côté de l'amfAR, la fondation américaine de lutte contre le sida, changement de braquet aussi en raison du Covid-19 : sa célèbre soirée de bienfaisance qui attire chaque année stars et membres du gotha, ne comptera que 400 participants contre 900 habituellement.

«Notre gala se déroulera le 16 juillet sous les étoiles pour minimiser les risques».

R. I.



Tigré

Plus de 400 000 personnes en situation de famine, selon l'ONU

■ Plus de 400 000 personnes ont «franchi le seuil de la famine» dans la région éthiopienne du Tigré, en guerre depuis huit mois, a prévenu, vendredi, un haut responsable de l'ONU, l'organisation exhortant, par ailleurs, les rebelles à appliquer le cessez-le-feu décrété par l'Ethiopie.

Par Mourad M.

Le conflit au Tigré (Nord) a connu un tournant majeur lundi avec la prise de la capitale régionale Mekele par les forces favorables aux autorités régionales dissidentes, issues du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF). Et la destruction cette semaine de deux ponts cruciaux pour l'acheminement d'aide au Tigré suscite l'inquiétude. Accusé de vouloir empêcher l'aide humanitaire d'arriver dans cette région où son armée a perdu du terrain, le gouvernement éthiopien a démenti toute responsabilité. La situation s'est «considérablement aggravée», a déclaré vendredi le secrétaire général adjoint par intérim aux affaires humanitaires de l'ONU, Ramesh Rajasingham, lors de la première réunion publique du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Tigré depuis le déclenchement du conflit en novembre. «On estime que plus de 400 000

personnes ont franchi le seuil de la famine et que 1,8 million de personnes supplémentaires sont au bord de la famine», a averti M. Rajasingham. «Certains suggèrent que les chiffres sont encore plus élevés. 33 000 enfants souffrent de malnutrition sévère», a-t-il ajouté. Le gouvernement éthiopien a rejeté vendredi les accusations affirmant qu'il voulait bloquer l'aide humanitaire vers le Tigré. «L'insinuation selon laquelle nous prévoyons d'asphyxier le peuple tigréen en refusant l'accès humanitaire et en utilisant la faim comme une arme de guerre est inadmissible», a déclaré le vice-Premier ministre, Demeke Mekonnen, à des diplomates dans la capitale, Addis Abeba. L'ONU exhorte également les forces rebelles, baptisées Forces de défense du Tigré (TDF), «à approuver immédiatement et complètement le cessez-le-feu décrété par le gouvernement éthiopien», a déclaré la secrétaire générale adjointe de l'ONU pour

les Affaires politiques, Rosemary DiCarlo. «Un cessez-le-feu observé par toutes les parties faciliterait non seulement la fourniture d'une aide humanitaire, mais serait également un point de départ pour les efforts politiques nécessaires pour tracer une voie de sortie de crise», a-t-elle ajouté. Après des mois de tensions, le Premier ministre, Abiy Ahmed, prix Nobel de la paix 2019, a envoyé l'armée au Tigré le 4 novembre pour capturer les dirigeants du TPLF, les accusant d'avoir orchestré des attaques contre des bases militaires fédérales, ce que le TPLF avait démenti. M. Abiy a proclamé la victoire après la prise de Mekele le 28 novembre, mais les combats n'ont jamais cessé entre les forces pro-TPLF et l'armée éthiopienne, épaulée par des troupes des autorités régionales voisines de l'Amhara et l'armée de l'Erythrée voisine. La guerre a plongé la région dans une situation humanitaire dramatique. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), 5,2 millions de personnes, soit 91 % de la population du Tigré, ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Le PAM a indiqué vendredi avoir repris ses opérations d'aide après une pause de deux jours, espérant atteindre 30 000 personnes «d'ici le week-end». Mais il a déploré la destruction des deux ponts, affirmant que «des vies seront perdues si les routes d'approvisionnement vers le Tigré ne s'ouvrent pas complètement et si les parties prenantes au conflit continuent de perturber ou de mettre en danger la libre cir-



PH > D. R.

ulation de l'aide». Plusieurs pays, dont les États-Unis, l'Irlande et le Royaume-Uni, à l'origine de la réunion du Conseil de sécurité dont ne voulaient pas les États africains, jugeant que le conflit relève d'une affaire interne de l'Ethiopie, ont aussi fait valoir que tout obstacle aux accès humanitaires devait être levé. Dans ses discussions avec les diplomates, M. Demeke a répété que le cessez-le-feu avait été décrété pour permettre la distribution d'aide humanitaire et le travail des cultures. Mais avec l'électricité et les télécommunications coupées, les vols suspendus et la plupart des routes de la région désormais impraticables, responsables onusiens et diplomates craignent que la situation n'empire. «Un cessez-le-feu ne signifie pas couper l'électricité d'une région ou détruire des infrastructures cruciales», a

déclaré vendredi le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell. «Un cessez-le-feu crédible signifie faire tout son possible pour que l'aide parvienne aux millions d'enfants, de femmes et d'hommes qui en ont un besoin urgent». Face aux diplomates, M. Demeke a également déclaré qu'après les élections nationales du 21 juin, qui devraient donner à Abiy un nouveau mandat, le gouvernement se préparait à un «dialogue inclusif pour résoudre la crise du Tigré». «Ce processus devrait impliquer les partis d'opposition légaux, les membres de la base du TPLF qui se montrent prêts à choisir une voie pacifique, le monde des affaires, les organisations de la société civile, les anciens et d'autres personnalités éminentes», a-t-il déclaré.

M. M.



Commentaire

Sursaut

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que le parti présidentiel, La République En Marche, a obtenu un score humiliant de 7,1 % à l'échelle nationale à l'occasion des dernières élections régionales et départementales, c'est bien le score du Rassemblement National à 19,8 % qui est considéré comme le plus cuisant échec de ce scrutin. Car si LREM était pressenti pour avoir un score médiocre, le RN, lui, avait les sondages en sa faveur. Un désaveu sanglant des électeurs qui ne se déplacent plus pour le mouvement de Marine Le Pen qui pourtant était le parti qui habituellement profitait de l'abstention des votants et qui désormais en fait les frais. Ainsi, au lendemain de cette défaite, Jean-Marie Le Pen a souhaité que son ancien parti qui tient son congrès cette semaine, retrouve sa «virilité», ou bien ce sera sa «disparition». «Aujourd'hui, ou Marine Le Pen revient aux fondamentaux, qui ne consiste pas seulement à les énoncer mais à les faire vivre, sur l'immigration, l'insécurité, avec une reprise de la virilité, de la netteté des positions, ou bien ce sera sa disparition», a déclaré celui qui a dirigé pendant près de quarante ans le FN, dans son journal de bord vidéo diffusé mercredi. «Ou bien Marine Le Pen retrouve les accents des combats précédents, ou bien elle va progressivement s'effacer», a ajouté le cofondateur du FN. Il estime que ce parti n'a «de chances de succès que sous une forme alternative au système». Au congrès du RN qui se tient à Perpignan, la cheffe du RN a «une obligation de préciser ses positions et de revenir aux positions qui avaient fait la force et l'espérance de croissance du FN», a insisté Jean-Marie Le Pen. Pour lui, «le congrès devrait être le moyen d'afficher un redressement politique, intellectuel, moral». L'ancien patron du FN a redit que la «défépénisation» du parti duquel il a été exclu en 2015 avait été «une faute politique» qui s'est «traduite par un échec électoral» aux régionales «et peut-être des échecs électoraux (à venir) si cette position était maintenue». Jean-Marie Le Pen attribue aussi ce revers électoral au changement de nom, «qui était déjà une forme de recul». «La politique d'adaptation, de rapprochement du mouvement par rapport au pouvoir, à la droite ordinaire même, a été sanctionnée sévèrement par les électeurs», selon lui. Il est vrai qu'aujourd'hui le RN ne ressemble que très peu au FN pré-présidentiel de 2017, tant Marine Le Pen a abandonné des principes qui en faisaient la spécificité, à l'instar de la sortie de l'Euro et de l'Union européenne ou encore à la reconnaissance de légitimité d'instances internationales à l'instar de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). Reste à voir si Marine Le Pen continuera à diluer son mouvement pour en faire un parti de droite «traditionnel» ou si elle aura un sursaut etendra aux électeurs du RN le parti pour lequel ils se déplaçaient inmanquablement à chaque scrutin depuis quarante ans.

F. M.

Afghanistan

Combats dans plusieurs provinces

Des centaines de combattants talibans ont été tués lors d'intenses combats contre les forces afghanes dans plusieurs provinces d'Afghanistan, ont annoncé hier les autorités, quelques heures après l'annonce par Washington que tous ses soldats auront quitté le pays d'ici la fin août. Les États-Unis ont fait cette annonce peu après le départ de l'ensemble des troupes américaines et de l'Otan de la base de Bagram, la plus grande d'Afghanistan, d'où la coalition internationale a mené ses opérations contre les talibans depuis deux décennies, et sa restitution à l'armée afghane. Au cours des dernières 24 heures, plus de 300 talibans ont été tués lors de combats avec les forces gouvernementales, a déclaré hier le ministre de la Défense, précisant qu'une cinquantaine avaient notamment péri lors de frappes aériennes, dont l'une dans la nuit dans la province méridionale de Helmand, théâtre de fréquents affrontements entre forces afghanes et insurgés.

Des observateurs craignent que l'armée afghane peine face aux talibans sans le soutien aérien fourni jusqu'ici par les forces américaines.

«Ces derniers jours, l'aviation afghane a intensifié ses frappes contre des repaires talibans et les insurgés ont subi des pertes», a affirmé à l'AFP Attaullah Afghan, membre du conseil provincial du Helmand. Les talibans ont rejeté les affirmations du gouvernement. Chaque camp exagère régulièrement les pertes subies par l'ennemi et leurs affirmations sont souvent difficiles à vérifier de manière indépendante. Depuis le début, le 1^{er} mai, du retrait final des soldats américains, les talibans ont multiplié les offensives contre les forces afghanes et se sont emparés de nombreuses zones rurales, les forces afghanes renforçant pour leur part leurs positions dans les grandes villes, presque toutes encerclées par les insurgés. Hier, les talibans ont affirmé avoir pris le contrôle de sept districts supplémentaires dans la province du

Badakhshan (Nord-Est).

L'intensification des combats et la pression des talibans n'ont pas empêché Washington de mener tambour battant son retrait afin d'en finir avec la guerre la plus longue menée par les États-Unis dans leur histoire. En mai, il restait près de 9 500 soldats étrangers en Afghanistan, dont 2 500 Américains. Vendredi, les soldats américains et de l'Otan ont tous quitté la base aérienne de Bagram, située à 50 km au nord de Kaboul, étape majeure attestant de l'imminence de la fin de l'implication militaire de l'Otan en Afghanistan. La capacité de l'armée afghane à conserver le contrôle de l'aérodrome de Bagram pourrait être une des clés pour préserver la sécurité aux abords de Kaboul et maintenir la pression sur les insurgés. La porte-parole de la Maison-Blanche, Jen Psaki, a assuré que le départ des troupes étrangères de Bagram ne signifiait pas leur départ définitif d'Afghanistan dans les jours qui viennent.

Sahara occidental

Guterres juge «essentiel» de relancer le processus de paix

■ Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a jugé vendredi «essentiel» de relancer le processus de paix au Sahara occidental, à l'arrêt depuis 2019, soulignant que des efforts sont menés par l'Organisation onusienne pour nommer un envoyé personnel pour ce conflit.



Par Moncef G.

«**N**ous sommes en train de déployer un véritable effort pour enfin nommer un envoyé spécial en vue de relancer le processus de paix», a déclaré le chef de l'ONU au cours d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, à l'occasion d'une visite à Madrid.

«Il est absolument essentiel d'avoir un envoyé spécial pour relancer le dialogue politique sur le Sahara occidental, car la situation n'est pas tenable et représente un facteur d'instabilité dans la région», ajoute M. Guterres, cité par l'agence espagnole EFE.

«Nous avons besoin de relancer le dialogue politique et il est essentiel que les deux parties (au conflit) acceptent l'envoyé», a-t-il

insisté, relevant que 13 noms proposés jusqu'à présent pour mener cette mission ont tous été rejetés.

Le poste d'envoyé spécial de l'ONU au Sahara occidental est vacant depuis la démission, en mai 2019, du dernier titulaire, l'ex-président allemand Horst Kohler. M. Guterres avait indiqué début mai avoir déjà proposé 12 candidats en deux ans. Il n'a pas précisé vendredi qui était ce 13^e candidat qui a été rejeté, mais selon des sources diplomatiques à l'ONU, il s'agissait de Staffan de Mistura.

L'ancien envoyé spécial de l'ONU pour le conflit en Syrie avait été accepté par le Front Polisario, mais s'est heurté au refus de Rabat, selon les mêmes sources.

Le Maroc, qui a entravé le travail des anciens envoyés de l'ONU au Sahara occidental, les

poussant même à la démission, rejette la nomination à ce poste de candidats issus de pays connus pour leur neutralité envers la question sahraouie, comme les pays scandinaves, l'Australie, l'Allemagne, la Suisse et les Pays-Bas.

Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc, soutenu par la France.

France : des agents marocains perturbent une réunion dédiée à la solidarité avec les

enfants sahraouis

Des Marocains actionnés par Rabat ont tenté, jeudi, de perturber une réunion du Conseil municipal de la ville d'Ivry-sur-Seine, dans la banlieue de Paris en France, dédiée à la solidarité avec les enfants sahraouis, suscitant l'indignation du maire, Philippe Bouyssou.

«Hier soir – lors du Conseil municipal – nous soumettions au vote une subvention de 6 000 euros pour financer un projet solidaire pour les enfants sahraouis à Tindouf. Des soutiens à la puissance occupante marocaine ont alors tenté de faire pression, y compris dans l'enceinte du Conseil municipal. La séance s'est poursuivie à huis clos et sous protection policière», s'indigne le maire d'Ivry-sur-Seine dans une vidéo postée sur sa page Facebook.

Le maire a demandé à ses collègues de poursuivre les débats à huis clos, et ces derniers ont accepté à l'unanimité. Les agents marocains ont alors été expulsés de la salle manuellement. Il a expliqué que «ce n'est pas du tout une volonté de masquer les débats puisqu'ils sont retransmis par Internet, mais une pression physique qui s'exerce sur le Conseil», déplorant ce type de pression sur un Conseil démocratiquement élu.

«C'est la première fois qu'un Conseil municipal doit se tenir sous protection policière. C'est la première fois ! Parce qu'il y a des activistes marocains qui ont appelé à manifester devant le Conseil municipal pour interrompre ses travaux eu égard à la délibération [vous] est soumise», a-t-il dénoncé, estimant «inacceptable qu'une puissance étrangère entend intervenir sur

les capacités d'un Conseil municipal de délibérer».

M. Bouyssou s'est dit «étonné» de retrouver l'intervention de Madame Rachida Kaaout qui s'est opposée au financement de ce projet solidaire sur un site de soutien au régime marocain.

«Encore plus étonnant, l'article qui retranscrit son intervention mot pour mot a été publié hier soir à minuit, alors même que le Conseil se poursuivait à huis clos», écrit le maire.

«Nous connaissions Madame Rachida Kaaout en tant que porte-parole de la "start-up nation" à Ivry, serait-elle également la représentante de la monarchie archaïque du Maroc ?», s'est-il interrogé à ce propos.

Et d'affirmer : «Jamais aucune manœuvre de ce genre ne fera entrave à notre soutien plein et entier au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. De la même manière, jamais je ne confondrai le peuple marocain avec la politique de son gouvernement. A Ivry – ville solidaire et métissée – il n'y a que des Ivryennes et des Ivryens».

Sur sa page Facebook, le maire a rappelé qu'«Ivry – ville messagère de la paix – s'engage de longue date pour la défense des droits humains, l'autodétermination des peuples et pour une paix juste et durable dans le monde». Et «c'est dans ce sillage que nous apportons un soutien à la fois politique et humanitaire au peuple sahraoui, dont le territoire est occupé par le Royaume du Maroc depuis le départ des autorités coloniales en 1976, comme en atteste le droit international et le Conseil de sécurité de l'ONU», a-t-il souligné. **M. G.**

Affaire des journalistes Raissouni et Radi

La FIJ dénonce les délais excessifs de la justice marocaine

La Fédération internationale des journalistes (FIJ) a dénoncé les délais excessifs de la justice marocaine dans les affaires des journalistes Souleymane Raissouni et Omar Radi, en détention préventive, et appelé à un procès «juste et équitable».

La FIJ «appelle, depuis le début de ces deux affaires, à un procès juste et équitable, tant pour les journalistes incarcérés que pour les plaignants dans ces deux affaires», a indiqué un communiqué de la Fédération, rendu public jeudi après avoir participé aux côtés de son affilié marocain, le Syndicat national de la presse marocaine (SNPM), aux audiences de la cour d'appel de Casablanca où sont poursuivis les journalistes Raissouni et Radi.

«Nous nous inquiétons également de la durée excessive des instructions et de l'état de santé de Souleymane Raissouni, en grève de la faim depuis près de trois mois. Ces durées excessives de la justice

marocaine sont néfastes, pour ne pas dire intolérables, pour les deux parties», a déploré la FIJ, première organisation mondiale de la profession représentant 600 000 journalistes dans 150 pays.

Les 29 et 30 juin derniers, durant 20 heures d'entretiens, la FIJ, représentée par son secrétaire général, Anthony Bellanger, et Abdel Kebir Khchichne, le président du Conseil national du SNPM et Hanane Rihab, la vice-présidente du SNPM chargée des libertés, ont rencontré à Casablanca l'ensemble des parties impliquées dans les deux affaires, afin de bien appréhender les enjeux.

Souleymane Raissouni est poursuivi pour «attentat à la pudeur avec violence» et «séquestration», tandis que Omar Radi est poursuivi pour «viol» et pour «atteinte à la sécurité intérieure».

MM. Radi et Raissouni clament leur innocence et leurs soutiens dénoncent des «procès politiques».

Raissouni, connu pour ses écrits cri-

tiques à l'égard du régime marocain, a entamé une grève de la faim ouverte pour protester, entre autres, contre son arrestation arbitraire et sa détention provisoire pendant près d'un an en l'absence de preuves l'incriminant.

Maha H.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIZI OUZOU
DAIRA DE MAKOUDA
COMMUNE DE MAKOUDA

AVIS D'AFFICHAGE SUR DEMANDE DE CERTIFICAT DE POSSESSION

En application du décret n° 91.254 du 27 juillet 1991, le président de l'Assemblée populaire communale de Makouda, daïra de Makouda, wilaya de Tizi Ouzou, porte à la connaissance des citoyens de la commune que M. Chaïbi Samir, né le 13.05.1988 à Tizi Ouzou, demeurant à Ibakoukene, a déposé auprès du service d'urbanisme de la commune de Makouda un dossier de demande d'un certificat de possession, portant sur une parcelle de terrain dénommée «Rembli», sise au village Ibakoukene, d'une superficie de 246 m², et limité comme suit :

Au nord : La RN 72 le séparant de la prop Chaïbi Med Ouali

A l'ouest : Par la prop Chaïbi Amar

A l'est : Par la prop Djadoun Lounes

Au sud : Par la prop héritiers Djadoun Amar et la prop Djadoun Lounes

Toute personne ayant des droits à faire valoir sur l'immeuble, objet de la présente demande communale de Makouda, son opposition ou ses observations et ce dans un délai de deux (02) mois à compter de la date d'affichage du présent avis.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Logement/A travers le territoire national

Distribution de 100 000 unités à partir d'aujourd'hui

PRÈS de 100 000 unités de logement, toutes formules confondues, seront distribuées à partir d'aujourd'hui à travers le territoire national, a annoncé, hier, le ministère de l'Habitat dans un communiqué. Ces logements seront répartis sur 53 wilayas sur un total de 58 wilayas concernées par l'opération de distribution, dont 18 832 unités à Alger, 28 548 unités à Oran, 5 996 unités à Constantine, 5 630 unités à Sétif, 1 881 unités à Oued Souf, 1 317 unités à Béchar et 1 328 unités à

Ouargla, précise le communiqué. Selon les formules, ces logements sont répartis sur plus de 58 000 logements AADL, plus de 17 000 logements publics locatifs (LPL), plus de 4 000 logements promotionnels publics (LPP) et plus de 11 000 logements ruraux. Le communiqué a relevé, dans ce sens, «l'attention particulière accordée par les hautes autorités du pays au parachèvement et à la distribution d'un grand nombre de logements à travers l'ensemble du territoire national». K. L.

Alerte de l'OMS sur le Covid-19

«Nous sommes dans une période très dangereuse de cette pandémie»

LA PROPAGATION du variant Delta fait entrer le monde dans une période «très dangereuse» de la pandémie de Covid-19, prévient le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Une mise en garde qui intervient alors que le virus gagne la course mondiale contre le vaccin dont la première dose a été administrée seulement à 23,67 % de la population mondiale. «Aggravée par des variants plus transmissibles, comme le Delta, qui devient rapidement la souche dominante dans de nombreux pays, nous sommes dans une période très dangereuse de cette pandémie», a indiqué le chef de l'OMS, lors de sa conférence de presse hebdomadaire. Le responsable a noté que ce variant a déjà été détecté dans au moins 98 Etats, soulignant que ce type d'infection est très dangereux et continue de muter. Il a ajouté que le système de santé devrait surveiller les nouvelles mutations du coronavirus et s'y adapter en permanence. Il a souligné l'importance des tests d'infection, de la détection précoce, de l'isolement des personnes infectées et de leur traitement, tout comme de porter des masques, de maintenir une distanciation sociale et d'aérer les locaux. En outre, le chef de l'OMS

a appelé la communauté internationale à s'entraider avec des vaccins, des ventilateurs, des médicaments et des tests, et à accélérer la vaccination. «C'est le meilleur moyen de ralentir la pandémie, de sauver des vies, de favoriser une véritable reprise économique mondiale et, en cours de route, d'empêcher d'autres variants dangereux de prendre le dessus». Cette déclaration arrive alors que le variant Delta hautement transmissible se propage maintenant rapidement dans le monde. Il a entraîné un nombre record de contaminations en Afrique du Sud, des confinements généralisés en Australie et le retour du port obligatoire du masque à Los Angeles. La campagne mondiale de vaccination, quant à elle, n'en est qu'à ses débuts, avec seulement 23,67 % de la population mondiale ayant reçu au moins une dose de vaccin au 1^{er} juillet, indique Our World in Data. La plupart de ces vaccins ont été administrés dans des pays riches, notamment en Amérique du Nord et en Europe. Malgré de nombreuses discussions sur les inégalités d'accès au vaccin, seulement 0,9 % des personnes dans les pays à faible revenu ont reçu une dose.

Kamel L.

Oran

Vaccination de 3 % seulement de la population ciblée

PAS plus de 3 % de la population ciblée par la vaccination au niveau de la wilaya d'Oran a été vaccinée depuis le lancement de la campagne de vaccination en février 2021, indique un bilan de la Direction locale de la santé et de la population (DSP). Sur une population ciblée, estimée dans la wilaya d'Oran à plus de 1 180 000 personnes, sur une population globale de 2 188 400 habitants, seulement 35 345 ont été vaccinées depuis le début de la campagne, le 2 février 2021, révèle ce document qui présente un bilan de la vaccination jusqu'au 24 juin. La wilaya d'Oran a reçu, depuis le

début de la campagne de vaccination, 46 333 doses de vaccin, soit 3 975 doses du vaccin russe «Sputnik», 1 860 doses du vaccin chinois «Sinopharm», 21 550 doses du vaccin anglais «AstraZeneca», et enfin 18 948 doses du vaccin chinois «Sinovac», précise-t-on dans le même document. La DSP d'Oran a mobilisé 50 centres de vaccination au niveau des policliniques et centres hospitaliers, note-t-on de même source, ajoutant que la campagne de vaccination sans rendez-vous, au niveau du chapiteau de Tahtaha à M'dina J'dida, a drainé quelque 1 863 personnes. En

Retour à la planche à billets Pour relancer l'économie nationale



Loumis

Djalou@hotmail.com

Intoxication au monoxyde de carbone

Décès d'une famille de cinq personnes à Kouba

■ Cinq membres d'une même famille sont décédés à la cité Jolie Vue dans la commune de Kouba (Alger), suite à une intoxication au gaz de monoxyde de carbone (CO) émanant du chauffe-eau de leur domicile, ont indiqué, hier, les services de la Protection civile de la wilaya d'Alger.

Par Slim O.

Les services de la Protection civile ont enregistré vendredi après-midi un accident tragique suite au décès de cinq membres d'une famille, intoxiqués au CO émanant du chauffe-eau de leur domicile, a déclaré à l'APS le lieutenant Khaled Benkhalfallah, chargé de l'information à la Direction de la Protection civile d'Alger. Il s'agit d'un père de famille âgé de 52 ans, de sa femme, 51 ans, et de leurs trois garçons âgés entre 13 et 21 ans.

Les corps des victimes ont été transférés par les agents de la Protection civile vers la morgue d'El-Alia, tandis qu'une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour déterminer les circonstances de cet accident. Le lieutenant Benkhalfallah a appelé, à cet

effet, à davantage de prudence et de vigilance pour éviter de tels accidents, insistant sur le respect des règles et normes de sécurité lors de l'usage d'équipements fonctionnant au gaz et leur contrôle périodique.

S. O.

Accidents de la route

15 morts et 500 blessés en 48 heures

QUINZE personnes sont mortes et 500 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures sur l'ensemble du territoire national, indique, hier, un bilan des interventions de la Protection civile. Les services de la Protection civile ont, en outre, enregistré deux cas de décès par noyade à Mostaganem et à Khenchela. Le premier, un jeune homme de 23 ans, a été repêché à la plage interdite à la baignade dans la commune de Mezeghrane, et le deuxième, un adolescent de 16 ans, repêché dans une réserve d'eau au lieu-dit «Klou Treb», dans la commune de Chechar. Concernant les activités de lutte contre la propagation du Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 65 opérations de sensibilisation, à travers neuf wilayas (45 communes), portant sur la nécessité du respect du confinement et sur les règles de la distanciation physique, ainsi que 58 opérations de désinfection générale à travers trois wilayas (28 communes), ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles. Pour ces deux opérations, 162 agents de la Protection civile, 51 ambulances et 21 engins d'incendie ont été mobilisés, ainsi qu'un dispositif de sécurité pour la couverture de 6 sites de confinement au niveau des wilayas d'Alger et de Constantine. En outre, les secours de la Protection civile ont procédé à l'extinction de sept incendies urbains, industriels et divers au niveau des wilayas d'Alger, Djelfa, Tiaret, Bouira, Blida, Annaba et Constantine, ayant causé la mort d'une femme et des brûlures à trois personnes.

Younès B.

Yanis G.